Union Centriste Sénat

«Les sénateurs centristes - Finances des communes et interco
d'équité, plus de justice, plus d'intelligence et de coopération »»

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les sénateurs centristes - Finances des communes et intercommunali
de justice, plus d'intelligence et de coopération »

Vincent Delahaye, sénateur de l'Essonne, et Bernard Delcros, sénateur du Cantal sont intervenus ce jour dans le ca intercommunalités. Si les communes sont d'accord pour participer au redressement de la situation financière de notr justice dans les mesures, de l'intelligence et de la coopération dans les évolutions à opérer. Voilà ce qu'ont demandé des collectivités territoriales.

« *Trois-quarts de l'amélioration du résultat 2015 est dû aux collectivités* » rappelle Vincent Delahaye. « *Le gros de l'effort, c'e parfois, malheureusement, d'augmentation d'impôts mais surtout d'une diminution très forte de l'investissement. Ce qui mauvais*

Afin de tendre vers plus d'équité, de justice et d'intelligence, Vincent Delahaye a émis plusieurs propositions :

- pour tenir compte des efforts considérables déjà accomplis, il est nécessaire d'obtenir le **gel des dotations pour 2** de l'Etat » ;

- rechercher, et trouver, **de nouvelles recettes**. Vincent Delahaye a déposé un amendement pour augmenter les res valeurs locatives à chaque mutation des logements : « *à chaque cession ou succession, on revaloriserait la progressivement une source de revenus supplémentaires pour les collectivités* ».

Vincent Delahaye a également alerté sur le **manque de concertation** dans des prises de décision unilatérales de l'Etat qui impa de 1,2 % du point d'indice, rythmes scolaires, augmentation des cotisations retraite, Parcours Professionnels Carrières e collectivités… : « *combien cela va t il coûter ? A défaut de concertation sur le sujet, y a-t-il eu une étude d'impact ?* » a demandé

Pour Bernard Delcros, « *garant du lien de proximité et du cadre de vie des habitants, particulièrement en milieu rural, le co développement local et assure près de 50 % de l'investissement public de notre pays. Il joue ainsi un rôle primordial dans le artisanal et commercial dans tous les territoires de France* ».

Pour remplir ces missions, le bloc communal doit disposer des moyens nécessaires. Pour Bernard Delcros, il faut agir sur quatre

- *« après trois années consécutives de baisse de la DGF de 9 milliards d'€, dont 5 milliards pour le bloc communal, i* ***dans la baisse de la DGF*** » ;

- dans un cadre financier contraint, la répartition des dotations de l'État entre collectivités doit mieux **tenir compte** *question d'équité* ». ;

- le principe de **l'autonomie fiscale des collectivités locales** doit enfin être respecté : « *Les élus ont besoin de v maîtrise* » ;

- plusieurs **dispositifs de soutien à l'investissement local** mis en place par l'Etat (dotation d'équipement des terri de développement du territoire –FNADT-, fonds d'investissement local) doivent être **maintenus mais contractuali**

guichet à une logique de projet ».

Bernard Delcros a conclu en évoquant la question de la ruralité : « *agir aujourd'hui pour bâtir demain une ruralité vivante, hab*
monde, donner aujourd'hui à la ruralité les moyens de réussir son adaptation à la société du 21e siècle, c'est faire preuve d'anti
pour préparer l'équilibre et la cohésion sociale de la société française dans laquelle vivront nos enfants ».

Contact presse : Frédérique HENRY / Camille LOUIS
01 42 34 21 18 / 01 42 34 30 58 - communication@uc.senat.fr
Internet : www.udi-uc-senat.fr
Twitter : @UC_Senat
Facebook : SenateursUDIUC